



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Béthune, le 06/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LES MOULINS DE SAINT-AUBERT

Rue Delbecque
62660 Beuvry

Références : 117-2025
Code AIOT : 0007001106

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2025 dans l'établissement LES MOULINS DE SAINT-AUBERT implanté Rue Delbecque 62660 Beuvry. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES MOULINS DE SAINT-AUBERT
- Rue Delbecque 62660 Beuvry
- Code AIOT : 0007001106
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société LES MOULINS DE SAINT AUBERT, implantée à Beuvry sur environ 40 000 m², est

spécialisée dans la fabrication de pains crus et précuits surgelés. La capacité de production est de l'ordre de 65 000 tonnes par an.

L'établissement est globalement soumis à enregistrement sous les rubriques 2220 (pour la fabrication de pains crus et précuits) et 2921 (tours aéro-réfrigérantes du site), ainsi qu'à déclaration sous les rubriques 1511 (entrepôts frigorifique), 1530 (stockage d'emballages), 4735 (installations de réfrigération à l'ammoniac), 4802 (emploi de gaz à effet de serre fluorés - nouvelle rubrique 1185).

L'exploitation est réglementée par l'arrêté n° 2017-77 du 17 mars 2017.

La production de froid est assurée par des installations combinant ammoniac (charge de 1 321 kg), CO₂ (charge de 4 545 kg) et eau glycolée, ainsi que fluides HFC (charge autorisée de 6 000 kg).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Fluides frigos
- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Fiches d'intervention	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-82	Demande d'action corrective, Mise en demeure, produits chimiques	3 mois
9	Contenu des fiches d'intervention	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 11	Demande d'action corrective	3 mois
11	Contrôle périodique des équipements	Règlement européen du 07/02/2024, article 5.6	Mise en demeure, produits chimiques	3 mois
13	Système de détection des fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 6	Mise en demeure, produits chimiques, Demande d'action corrective	6 mois
14	Système de détection de fuites	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3	Mise en demeure, produits chimiques	6 mois
18	Marque de contrôle d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubrique ICPE 1185	Code de l'environnement du 01/01/2019, article R.511-9	Sans objet
2	Interdiction d'utilisation des CFC et des HCFC	Règlement européen du 07/02/2024, article 4.1	Sans objet
3	Inventaire des	Arrêté Ministériel du 04/08/2014,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	équipements	article Annexe I - 3.3	
4	Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé	Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3	Sans objet
5	Mélanges HFC/HFO	Règlement européen du 07/02/2024, article 3.4	Sans objet
6	Mise en service d'un équipement	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79	Sans objet
8	Registre	Règlement européen du 07/02/2024, article 7.1	Sans objet
10	Attestations des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-78	Sans objet
12	Délai de réparation des fuites	Règlement européen du 07/02/2024, article 4.5	Sans objet
15	Déclaration des émissions	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	Sans objet
16	Interdiction de recharge d'un équipement fuyard	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.543-89	Sans objet
17	Étiquetage des équipements	Règlement européen du 07/02/2024, article 12.3	Sans objet
19	Marque de défaut d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter, lors de l'inspection, l'ensemble des fiches d'intervention correspondant à des opérations ayant conduit à la manipulation de fluide frigorigène. Les fiches manquantes n'ont pas pu non plus être obtenues auprès du représentant de l'opérateur agréé, présent lors du contrôle.

Certaines des fiches qui ont pu être consultées comportent des erreurs sur la charge des équipements contrôlés.

Compte tenu de l'absence de certaines fiches d'intervention, l'exploitant ne peut justifier que les contrôles d'étanchéité réglementaires sont effectués selon la périodicité requise par la réglementation en fonction de la charge en fluide des équipements frigorifiques.

L'exploitant prendra attache auprès de l'opérateur agréé, d'avoir à disposition l'ensemble des fiches d'intervention y compris celles réalisées hors du cadre d'un contrôle périodique réglementaire [délai 3 mois] et transmettre à l'inspection les fiches d'intervention en sa possession relatives à la centrale négative tunnel et la centrale -6-10 [délai 1 mois].

L'exploitant devra veiller à ce que les équipements ne comportent que l'unique macaron de

contrôle en cours de validité [délai : 1 mois].

S'agissant des détecteurs permanents de fuite imposés pour les équipements dont la charge en fluide est supérieure à 500 teqCO₂, l'exploitant devra :

- pour la centrale négative tunnel, justifier du seuil de déclenchement de l'alarme associée au détecteur installé, formaliser le contrôle annuel de bon fonctionnement du détecteur et disposer du registre prévu à l'article 3.IV de l'arrêté du 29/02/2016 [délai 3 mois] ;
- pour la centrale -6-10, non équipée d'un détecteur permanent de fuite, l'exploitant devra présenter un plan d'action pour la mise en conformité de cette installation avec un échéancier associé [délai 6 mois].

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubrique ICPE 1185

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2019, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE (décret créant la rubrique 1185)
Prescription contrôlée : Décret créant la rubrique 1185 : Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension. Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant : a) Supérieure à 800 l (A) b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D) 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation : a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC) b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D) 3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire : 1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D) b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D) 2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans

l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D)
<p>Constats :</p> <p>L'exploitation est actuellement réglementée par l'arrêté préfectoral n°2017-77 du 17 mars 2017. Celui-ci mentionne que le site est soumis à déclaration sous la rubrique 4802.2.a, pour une quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente égale à 6 000 kg.</p> <p>Au regard du démantèlement de certaines installations contenant du R404A et du recensement des équipements effectué par l'exploitant (voir point 4 - inventaire), la quantité de fluide visée par la rubrique 1185.2.a (ancienne rubrique 4802 transférée par le décret n°2018-900 du 22 octobre 2018) est de 4 735,4 kg. Les installations sont donc soumises au régime de la déclaration contrôlée sous cette rubrique.</p> <p>Les fluides mis en œuvre sur le site sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • R404A • R410A • R407C <p>Le site dispose également d'installations frigorifiques alimentées en NH₃ et en CO₂, non visées par la rubrique 1185.</p> <p>L'exploitant est informé des échéances réglementaires prévues par le règlement 2024/573 (au 1/1/2023, interdiction de recharge ou de maintenance avec des gaz vierges, recyclés ou régénérés de PRP supérieur à 2 500 pour les équipements dont la charge est supérieure à 40 teqCO₂). En conséquence, il a prévu de remplacer les installations concernées (centrale négative tunnel de 4 500 kg de R404A), sans toutefois disposer à ce stade d'un projet et d'une échéance précis. L'élaboration du projet est envisagée en 2026 pour une mise en oeuvre en 2027.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Interdiction d'utilisation des CFC et des HCFC

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4.1
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. La production, la mise sur le marché, toute fourniture ultérieure à un tiers ou mise à disposition d'un tiers au sein de l'Union, à titre onéreux ou gratuit, et l'utilisation des substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I sont interdites.</p>
<p>Constats :</p> <p>Absence de recharge en fluides visés en annexe I du Règlement 2024/590 au vu des fiches d'intervention présentées. Les installations sont alimentées en HFC.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Inventaire des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I - 3.3

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.
Constats : L'exploitant a recensé les équipements suivants, alimentés en HFC : <ul style="list-style-type: none"> • centrale -6-10, 190 kg R404A (soit 745,18 teqCO₂) • centrale négative tunnel, 4 500 kg R404A (soit 17649 teqCO₂) • refroidisseur levure, 13 kg R407C (soit 23,06 teqCO₂) • refroidisseur farine C1, 16,2 kg R410A (soit 33,82 teqCO₂) • refroidisseur farine C2, 16,2 kg R410A (soit 33,82 teqCO₂) • sas levure, 2 kg R404A (cet équipement, dont la charge n'excède pas 2 kg, n'est pas soumis à recensement) <p>Ce recensement mentionne les dates des interventions réalisées par Johnson Controls qui ont fait l'objet de la délivrance d'un CERFA 15497.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : 3. L'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO ₂ ou plus est interdite. À partir du 1er janvier 2025, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien de tout équipement de réfrigération est interdite. [...] <p>Jusqu'au 1er janvier 2030, les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes:</p> <p>a) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition que les conteneurs contenant ces gaz soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 7;</p> <p>b) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien</p>

d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne sont utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.
Constats : Dans le cadre du démantèlement de la centrale "Congélateur" chargée à 500 kg de R404A (PRG égal à 3922), une opération de vidange du circuit a été réalisée le 13/11/2024. Une masse de 450 kg de fluide a été récupérée depuis cet équipement par l'opérateur agréé chargé de la maintenance et de l'entretien des installations frigorifiques. Elle est actuellement stockée au sein de l'établissement en bouteilles de 61 litres unitaires, pour être utilisée aux fins de recharges des équipements alimentés en R404A de l'établissement. Cette utilisation rentre dans le cadre de l'article 13.3b) du règlement 2024/573. Les éléments traçant la récupération du fluide sont disponibles (fiche d'intervention du 13/11/2024 et facturation).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Mélanges HFC/HFO

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 3.4
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : Aux fins du présent règlement, on entend par : «hydrofluorocarbonés» ou «HFC» : les substances inscrites à la section 1 de l'annexe I, ou des mélanges contenant l'une de ces substances ;
Constats : Sans objet. Les installations visitées ne sont pas chargées par des mélanges HFO/HFC tels que R448A, R449A, R452A...
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Mise en service d'un équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en langue française.

Constats : Non concerné, en l'absence de mise en service récente des installations visitées : <ul style="list-style-type: none"> centrale -6-10 : année 2004 centrale négative tunnel : année 2004 refroidisseur levure : année 2010 refroidisseurs farine : année 2013
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Fiches d'intervention

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-82
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration. [...]
Constats : Voir point de contrôle n°11 - <i>contrôles d'étanchéité</i> . L'exploitant ne dispose pas de l'ensemble des fiches d'intervention associées aux interventions réalisées sur ses équipements et nécessitant une manipulation de fluide frigorigène. L'opérateur n'a pas été non plus en mesure de présenter les fiches manquantes. Pour les fiches qui ont été établies, celles-ci sont disponibles auprès de l'exploitant. La contre-signature est effectuée. L'inspection rappelle que la durée de conservation des fiches est de 5 ans, cependant l'exploitant archive les fiches au-delà de cette durée (2017 a minima). L'exploitant prendra attache auprès de l'opérateur ayant réalisé les interventions sur ses installations afin d'obtenir l'ensemble des fiches d'intervention devant être conservées, dès lors qu'elles concernent une manipulation de fluide frigorigène, y compris celles réalisées hors du cadre d'un contrôle périodique réglementaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, produits chimiques
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Registre

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 7.1
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : 1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, établissent et conservent, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes: a) la quantité et le type de gaz contenu dans les équipements, en indiquant séparément, le cas échéant, la quantité ajoutée au cours de l'installation; b) les quantités de gaz ajoutées pendant la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite, ainsi que la date de ces ajouts; c) la quantité de gaz récupérée; d) en cas d'ajout de gaz, la quantité et les types de gaz ajoutés et s'ils ont été recyclés ou régénérés, ainsi que le nom et l'adresse dans l'Union de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat; e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la récupération, la réparation, le contrôle d'étanchéité ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat et, lorsque l'entreprise responsable de ces opérations est une personne morale, les données d'identification de l'entreprise et celles de la personne physique ayant exécuté les opérations; f) les dates et résultats des contrôles effectués au titre de l'article 5, paragraphe 1, ainsi que les dates et les résultats des réparations de fuites; g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz.
Constats : L'exploitant archive les documents permettant de disposer des informations reprises au présent point, notamment les fiches d'intervention, rapports d'intervention, etc.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Contenu des fiches d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 11
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes
Prescription contrôlée : La fiche d'intervention prévue à l'article R. 543-82 du code de l'environnement mentionne les coordonnées de l'opérateur, son numéro d'attestation de capacité prévue aux articles R. 543-99 à R. 543-107 ainsi que la date et la nature de l'intervention effectuée. Elle indique la nature, la quantité et l'installation de destination du fluide récupéré ainsi que la quantité de fluide

<p>éventuellement réintroduite dans l'équipement.</p> <p>Dans le cas où l'intervention relève d'une activité de catégorie I, II, III ou IV, telle que définie à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé, l'opérateur est tenu d'utiliser le formulaire CERFA n° 15497 (4) comme fiche d'intervention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'opérateur (Johnson Controls) utilise le CERFA 15497*04.</p> <p>Les coordonnées de l'opérateur, le n° de l'attestation de capacité, la date et la nature de l'intervention effectuée sont mentionnées.</p> <p>Les fiches consultées comportent ponctuellement des erreurs sur la charge des équipements sur lesquels il intervient.</p> <p>La nature du contrôle d'étanchéité (périodique ou non périodique) est mentionnée mais l'irrégularité de ces contrôles (voir point de contrôle n°11 - <i>contrôles d'étanchéité</i>) et le caractère aléatoire de la rédaction des fiches d'intervention ne permet pas d'affirmer que la mention apposée sur le CERFA correspond à la réalité.</p> <p>L'opérateur doit faire preuve de davantage de rigueur dans la traçabilité des opérations effectuées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 10 : Attestations des opérateurs

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-78</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans l'un des États membres de l'Union européenne et traduit en français.</p> <p>L'assemblage d'un équipement ou des circuits contenant ou conçus pour contenir des fluides frigorigènes, y compris l'opération au cours de laquelle les conduites de fluides frigorigènes sont connectées pour compléter un circuit frigorifique, est effectué par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en français ou par une entreprise certifiée pour les opérations de brasage fort, brasage tendre ou soudure sous réserve que son activité soit encadrée par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne.</p> <p>Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique.</p>

Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans l'un des États membres de l'Union européenne.
Constats : L'exploitant fait appel à un opérateur attesté (Johnson Controls Industries, agences de Villeneuve d'Ascq - attestation n°154005 ou Camon - attestation n°961403).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Contrôle périodique des équipements

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 5.6
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : 6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante: <p>a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II : au moins tous les douze mois ; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt-quatre mois ;</p> <p>b) pour les équipements contenant 50 tonnes équivalent CO₂ ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, mais moins de 100 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II : au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les douze mois ;</p> <p>c) pour les équipements contenant 500 tonnes équivalent CO₂ ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 100 kilogrammes ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II : au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les six mois.</p>
Constats : Les fiches d'intervention présentées par l'exploitant ne permettent pas de s'assurer que les contrôles d'étanchéité sont effectués selon la périodicité requise. Par exemple : <ul style="list-style-type: none"> sur la centrale négative tunnel chargée à 4 500 kg de R404A soit 17642 teqCO₂ avec détection de fuite : absence de contrôle d'étanchéité semestriel entre le 04/07/2023 et le 01/03/2024, sur le Sas levure chargé à 2 kg de R404A soit 7,944 teqCO₂ : absence de contrôle annuel en 2024, sur la centrale -6-10 chargée à 190 kg de R404A soit 745,18 teqCO₂ sans détection de fuite : absence de contrôle trimestriel entre le 27/7/2023 et le 16/01/2024, absence de contrôle trimestriel entre le 14/06/2024 et le 25/02/2025, A l'inverse, le refroidisseur levure (23,062 teqCO ₂) a été contrôlé 3 fois en 2024 (01/03, 21/08, 10/10) alors que sa charge impose un contrôle d'étanchéité annuel.

<p>L'inspection demande à l'exploitant de lui communiquer l'ensemble des fiches d'intervention en sa possession concernant la centrale négative tunnel et la centrale -6-10.</p> <p>L'exploitant devra justifier de la réalisation des contrôles périodiques réglementaires pour l'ensemble des installations concernées.</p> <p>La société Johnson Controls, chargée par l'exploitant de la maintenance et de la vérification de ses installations frigorifiques et représentée lors de l'inspection, n'a pas été en mesure de présenter davantage de fiches d'intervention que celles dont dispose l'exploitant. Il apparaît cependant, à la lecture de plusieurs rapports d'intervention, que des opérations de manipulations de fluides réalisées par Johnson Controls n'ont pas été suivies de la rédaction de fiches d'intervention (CERFA 15497*04), alors qu'elles auraient dû l'être.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, produits chimiques
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Délai de réparation des fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4.5
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>5. Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluorés est détectée, les exploitants et les fabricants d'équipements et les exploitants d'installations utilisant des gaz à effet de serre fluorés, ainsi que les entreprises en possession de tels équipements pendant leur transport ou leur stockage, veillent à ce que l'équipement ou l'installation utilisant des gaz à effet de serre fluorés soient réparés sans retard injustifié.</p> <p>Lorsque les équipements font l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, et lorsqu'une fuite dans un équipement a été réparée, les exploitants de l'équipement veillent à ce que l'équipement soit contrôlé par une personne physique certifiée conformément à l'article 10 au plus tôt après l'avoir fait fonctionner pendant 24 heures et au plus tard un mois après la réparation afin de vérifier l'efficacité de celle-ci. Pour les équipements mobiles énumérés à l'article 5, paragraphe 3, points a), b) et c), un contrôle d'étanchéité peut être effectué directement après une réparation.</p>
<p>Constats :</p> <p>De manière générale, les actions correctives sont menées dans des délais raisonnables, cependant les rapports d'intervention ne sont pas tous suivis d'une fiche d'intervention CERFA 15497*04 (voir point de contrôle n°11 - <i>contrôles d'étanchéité</i>).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Système de détection des fuites

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 6
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée :

<p>1. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.</p> <p>[...]</p> <p>3. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à e), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Voir point de contrôle 14 ci-dessous.</p> <p>La centrale -6-10 n'est pas dotée d'un système de détection de fuite.</p> <p>Sur la centrale négative tunnel, le contrôle annuel de bon fonctionnement du système de détection de fuites n'est pas tracé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, produits chimiques, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 14 : Système de détection de fuites

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 3</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC fondé sur une méthode de détection de fuite par mesure indirecte conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> -50 grammes par heure ; -10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement. <p>II.-Par exception au paragraphe I, lorsqu'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuite de HFC basé sur des méthodes directes conçu et mis en œuvre de façon à permettre le déclenchement de l'alarme, informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté, au plus tard lorsque la fuite conduit à la plus grande des pertes en HFC mentionnées ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> -50 grammes par heure ; -10 % de la charge, en tonne, du fluide contenu dans l'équipement.

L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte.

L'implantation du système permanent de détection de fuite de HFC, basée sur des méthodes directes, résulte et est conforme aux préconisations d'une étude préalable. Cette étude est réalisée par une personne dûment qualifiée et indépendante du détenteur et de l'exploitant de l'équipement. Elle précise et justifie, notamment, le seuil de déclenchement de l'alarme.

III.-Par exception aux paragraphes I et II, lorsqu'un système permanent de détection de fuite respectant les dispositions des paragraphes I et II ne peut pas être mis en œuvre pour des raisons techniques, le système permanent de détection de fuite prévu à l'article 5 du règlement (CE) n° 517/2014 est un système permanent de détection de fuites qui analyse au moins un des paramètres suivants :

- a) La pression ;
- b) La température ;
- c) Le courant du compresseur ;
- d) Les niveaux de liquides ;
- e) Le volume de la quantité rechargée.

Le système permanent de détection de fuite est relié à une alarme informant l'exploitant de tout défaut d'étanchéité détecté.

L'exploitant prévoit des mesures correctives afin de détecter au plus vite et limiter les fuites. Il réalise les contrôles d'étanchéité, prévus à l'article 1er, par une méthode de mesure directe à la périodicité prévue à l'article 4.

L'exploitant tient à la disposition des autorités compétentes l'étude justifiant l'impossibilité technique de mise en œuvre d'un système permanent de détection de fuite respectant les dispositions prévues au I et II du présent article ainsi que les mesures correctives qu'il met en œuvre afin de détecter au plus vite et limiter les fuites.

IV.-Les systèmes permanents de détection de fuite sont vérifiés au moins une fois tous les douze mois afin de garantir l'exactitude des informations fournies. L'exploitant de l'équipement tient à jour un registre. Ce registre précise les fluides pour lesquels le système permanent de détection est adapté, la liste des opérations d'entretien destinées à le maintenir en bon fonctionnement, le résultat des vérifications réalisées et, le cas échéant, les actions correctives à réaliser.

V.-Toute présomption de fuite de fluide frigorigène donne lieu à une recherche de fuite par méthode de mesures directes :

- dans un délai de douze heures si la charge de l'équipement est supérieure ou égale à 500 tonnes équivalent CO₂ ;
- dans un délai de vingt-quatre heures dans les autres cas.

Constats :

La centrale négative tunnel est dotée d'un système permanent de détection de fuite par mesure indirecte (niveau de liquide).

L'exploitant devra justifier du seuil de déclenchement de l'alarme associée, formaliser le contrôle annuel de bon fonctionnement et disposer du registre mentionné au IV ci-dessus ; les éléments

disponibles sur site ne permettent pas de vérifier si ce contrôle est bien effectué, selon la périodicité requise.
La centrale -6-10 n'est équipée d'aucun système permanent de détection de fuite (charge supérieure à 500 teqCO ₂).
L'exploitant devra présenter un plan d'action en vue de la mise en conformité de cette installation.
La présence des systèmes permanents de détection de fuite est imposée par l'article 6 du règlement 2024/573 et à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 29/02/2016.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, produits chimiques
Proposition de délais : 6 mois

N° 15 : Déclaration des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : I.- L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : - Les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident.
Constats : Aucune déclaration d'émissions excédant le seuil de 100 kg/an de HFC n'a été formulée par l'exploitant. L'inspection rappelle la nécessité de transmettre annuellement la déclaration sous GEREPE des émissions polluantes, quelles qu'elles soient.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Interdiction de recharge d'un équipement fuyard

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.543-89
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-90, toute opération de recharge en fluide frigorigène d'équipements présentant des défauts d'étanchéité identifiés est interdite.
Constats :

A l'exclusion de 3 recharges successives de 40 kg de R404A les 20/8, 10/9 et 11/9/2024 au sein de la centrale négative tunnel (charge totale 4500 kg), il n'est pas constaté de recharges récurrentes à la lecture des fiches d'intervention. L'exploitant informe que ces recharges ont été effectuées de manière intentionnelle, en lieu et place d'une recharge unique plus conséquente, pour les contraintes de fonctionnement du système frigo. Aucune autre recharge effectuée antérieurement ou postérieurement n'a été relevée, en 2023 et 2024.

La centrale -6-10 a fait l'objet d'une recharge de 80 kg de R404A le 16/01/2024, soit 42 % de la charge, en l'absence de détecteur de fuite réglementaire (voir point de contrôle 16 - système de détection des fuites).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Étiquetage des équipements

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 12.3

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

Prescription contrôlée :

3. L'étiquette requise en vertu du paragraphe 1 comporte les informations suivantes:

- a) une mention indiquant que le produit ou l'équipement contient des gaz à effet de serre fluorés ou que son fonctionnement est tributaire de ces gaz ;
- b) la nomenclature acceptée par l'industrie pour les gaz à effet de serre fluorés concernés ou, à défaut, leur nom chimique ;
- c) à compter du 1er janvier 2017, la quantité, exprimée en poids et en équivalent CO₂, de gaz à effet de serre fluorés contenue dans le produit ou l'équipement, ou la quantité de gaz à effet de serre fluorés pour laquelle l'équipement est conçu et le potentiel de réchauffement planétaire de ces gaz.

Constats :

Les équipements comportent un étiquetage mentionnant la nature et la quantité de fluide contenue.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Marque de contrôle d'étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

Prescription contrôlée :

Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.

<p>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.</p> <p>Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les macarons sont apposés sur les installations soumises à contrôle d'étanchéité. Il est rappelé que la nouvelle vignette doit être substituée à la précédente. La présence de plusieurs vignettes successives a été constatée (centrale négative tunnel...) L'exploitant doit donc s'assurer que chaque installation ne conserve qu'une vignette.</p> <p>La périodicité réglementaire des contrôles d'étanchéité n'est pas toujours respectée (voir point de contrôle n°11 - <i>contrôle périodique des équipements</i>)</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 19 : Marque de défaut d'étanchéité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.</p> <p>La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.</p> <p>La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.</p> <p>Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de</p>

l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas, l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.

Constats :

Les macarons sont apposés sur les installations soumises à contrôle d'étanchéité visitées.

Type de suites proposées : Sans suite